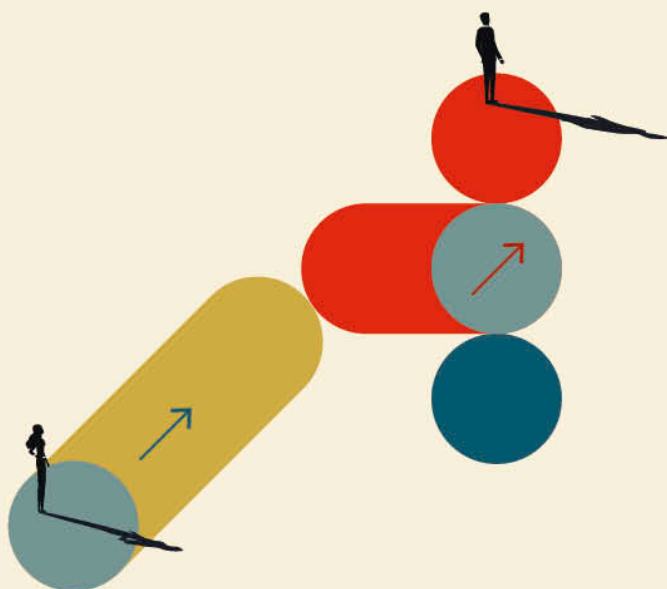


L'ESSENTIEL DU DROIT DES ÉTRANGERS

et de L'ACCÈS À LA NATIONALITÉ

42 fiches



Maxime Tandonnet



Introduction..... 3

Chapitre I

Les sources du droit des étrangers 5

Fiche 1

Panorama du droit des étrangers et de l'accès à la nationalité 7

- I. Les caractéristiques du droit des étrangers et de l'accès à la nationalité..... 7
- II. Quelques notions fondamentales à différencier 10

Fiche 2

Les sources internationales et européennes du droit des étrangers 13

- I. Les traités internationaux (hors Union européenne)..... 13
- II. L'emprise croissante du droit européen sur le droit des étrangers en France..... 16

Fiche 3

Les sources nationales, constitutionnelles et législatives 21

- I. Le droit constitutionnel..... 21
- II. Le Conseil d'État et la vie familiale..... 23
- III. Un foisonnement législatif 23

Chapitre II

Notions transversales sur l'entrée et le séjour 27

Fiche 4

L'entrée sur le territoire, les visas 29

- I. L'obligation générale de visa, sauf dispense..... 29
- II. Le visa de court séjour 30
- III. Le visa de long séjour 34
- IV. Les recours contre les refus de délivrance de visa..... 36

Fiche 5	
Les cartes de séjour temporaires et pluriannuelles	39
I. Règles générales touchant aux titres de séjour	39
II. La carte de séjour temporaire d'un an	41
III. Les cartes pluriannuelles	43
Fiche 6	
Le titre de résident de longue durée	49
I. Les caractéristiques du titre de résident	49
II. La condition d'intégration républicaine	50
Fiche 7	
Le refus de délivrance et le retrait du titre de séjour	55
I. La menace pour l'ordre public et la polygamie, obstacles à la délivrance d'une carte de séjour	55
II. Les conditions de refus, retraits, non-renouvellements des cartes de séjour	57
III. La fraude comme critère de retrait ou non-renouvellement du titre de séjour	60
Fiche 8	
Le droit au séjour des ressortissants de l'Union européenne	63
I. Les règles de la circulation et du séjour applicables aux ressortissants des États de l'Union européenne	63
II. Le régime des expulsions	65
Fiche 9	
Le Contrat d'intégration républicaine	67
I. Contenu du CIR	67
II. Le nouveau contrat de respect des valeurs introduit par la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024	69
Chapitre III	
L'entrée et le séjour par motif	71
Fiche 10	
L'entrée et le séjour à des fins professionnelles	73
I. L'opposabilité du marché de l'emploi	73
II. Les professions protégées	76

Fiche 11	
L'entrée et le séjour des étudiants étrangers	79
I. Le régime administratif des étudiants étrangers en France	79
II. Le contrôle administratif de l'assiduité	81
III. Le régime du travail des étudiants en France	83
Fiche 12	
Le rapprochement des conjoints de Français et la liberté de mariage	85
I. Le mariage comme liberté fondamentale	85
II. Le contrôle de l'authenticité du mariage	88
III. Le régime du long séjour des conjoints de Français	91
Fiche 13	
Les conditions du regroupement familial	93
I. Les sources supra-législatives du regroupement familial	93
II. Le regroupement familial en droit français	94
III. Les critères de ressource, de logement et d'intégration	96
Fiche 14	
La procédure de regroupement familial et ses effets	103
I. La compétence préfectorale	103
II. L'intervention du consulat de France à l'étranger	104
III. Les effets du regroupement familial sur le plan des droits sociaux	104
Chapitre IV	
Le droit d'asile et l'accueil à des fins humanitaires	109
Fiche 15	
La Convention de Genève et les réfugiés	111
I. La notion de persécution	111
II. La notion d'asile interne	117
Fiche 16	
Les exclusions de la protection internationale	119
I. Les exclusions prévues par la convention de Genève	119
II. L'extension du champ des exclusions de la convention de Genève aux crimes de droit commun commis dans le pays d'accueil - vers un démembrement de la notion de réfugié?	123

Fiche 17	
Les sorties de la protection prévues par la convention de Genève	127
I. Les trois premiers critères tenant à la situation individuelle du réfugié au regard de son pays d'origine	127
II. Les circonstances ayant justifié la qualité de réfugiés n'existent plus dans le pays d'origine	128
Fiche 18	
La protection subsidiaire et la protection temporaire	131
I. La protection subsidiaire	131
II. La protection temporaire	134
Fiche 19	
Le statut de la personne protégée	137
I. Les protections définies par la convention de Genève	137
II. Les effets du statut de réfugié en droit français	139
Fiche 20	
La pratique du droit européen de l'asile	143
I. Le dispositif opérationnel de l'asile dans l'Union européenne	144
II. L'avenir de l'organisation de l'accueil des réfugiés en Europe	149
Fiche 21	
Les fondements de l'exercice du droit d'asile en France	153
I. Les deux bases juridiques du droit d'asile en France	153
II. L'organisation française de l'asile	154
Fiche 22	
L'entrée des demandeurs d'asile sur le territoire français	159
I. Le visa au titre de l'asile	159
II. L'asile à la frontière et la zone d'attente	160
Fiche 23	
La procédure d'asile sur le territoire français	167
I. La première étape déconcentrée de la procédure	167
II. L'accueil du demandeur d'asile	168
III. La procédure de demande d'asile devant l'OFPPRA et la CNDA	170
Fiche 24	
La protection des étrangers malades	175
I. Le droit au séjour des étrangers malades	175
II. L'aide médicale d'État	177

Fiche 25

Le séjour des mineurs et le régime des mineurs non accompagnés	181
I. Le séjour des mineurs étrangers	181
II. Le régime des mineurs non accompagnés	182

Chapitre V

La libre circulation, les frontières et la police des étrangers	189
--	-----

Fiche 26

La libre circulation et les frontières	191
I. Contenu du règlement européen du 9 mars 2016	192
II. Les principaux outils opérationnels de maîtrise de la frontière extérieure	194

Fiche 27

Les dérogations à la libre circulation	199
I. La clause de sauvegarde prévue aux articles 25 à 27 du règlement européen	199
II. La bande des 20 kilomètres	203

Fiche 28

La dépenalisation partielle du séjour irrégulier	207
I. La jurisprudence Hassen El Dridi	207
II. La pénalisation de l'entrée sur le territoire	211

Fiche 29

Le régime pénal des complices ou aidants, le principe de fraternité	215
I. Les sanctions contre le complice	215
II. Les dérogations à la pénalisation des aidants – le principe de fraternité ou le but « exclusivement humanitaire » de l'aide aux étrangers en situation irrégulière	217

Fiche 30

Sanctions contre les transporteurs et contre les employeurs	223
I. Les sanctions contre les compagnies de transport	223
II. Les sanctions contre les employeurs d'étrangers en situation irrégulière	225

Fiche 31

L'obligation de quitter le territoire français (OQTF)	229
I. Le champ d'application de l'OQTF	229
II. Les deux procédures distinctes	231

Fiche 32	
Mise en œuvre de l'OQTF	237
I. La rétention administrative	237
II. L'assignation à résidence	240
III. L'interdiction de retour sur le territoire français	241
IV. Un contentieux de l'OQTF et de la rétention administrative extrêmement complexe	242

Fiche 33	
Le régime des étrangers en situation irrégulière et la régularisation	247
I. Le <i>quasi-statut</i> des étrangers en situation irrégulière	247
II. Les régularisations prévues par le CESEDA	249
III. Le pouvoir discrétionnaire du préfet	250

Fiche 34	
L'expulsion pour menace grave à l'ordre public	255
I. La menace grave pour l'ordre public	256
II. Les protections contre l'expulsion	258

Fiche 35	
Les modalités de l'expulsion	263
I. Les deux procédures d'expulsion	263
II. La mise en œuvre de l'expulsion	265

Fiche 36	
Le contentieux de l'éloignement (articles 3 et 8 de la CEDH)	271
I. L'article 3 de la CEDH	271
II. L'article 8 de la CEDH	274

Chapitre VI

L'accès à la nationalité française	279
---	-----

Fiche 37	
Généralités sur le droit de l'accès à la nationalité	281
I. Nationalité et citoyenneté	282
II. Repères historiques	283
III. Le droit du sang ou «jus sanguinis»	284

Fiche 38	
Le droit du sol	289
I. Les fondements du <i>jus soli</i>	289
II. L'acquisition anticipée de la nationalité française	291
III. L'élargissement du droit du sol	292
Fiche 39	
L'acquisition de la nationalité française par le mariage	295
I. Les conditions de l'acquisition de la nationalité par le mariage	295
II. Les modalités de contestation ou d'opposition à l'acquisition de la nationalité par mariage	297
Fiche 40	
La naturalisation	301
I. Le décret de naturalisation	301
II. La notion d'assimilation, au cœur de la naturalisation	306
III. Le déroulement de la procédure de naturalisation et ses effets	307
Fiche 41	
La déchéance de la nationalité	311
I. Les fondements de la déchéance de la nationalité	311
II. La jurisprudence de la déchéance de la nationalité	312
Fiche 42	
Les statistiques	317
I. Le régime juridique des statistiques relatives à la population étrangère ou d'origine étrangère	317
II. Les repères statistiques essentiels (sources : ministère de l'Intérieur, INSEE et Eurostat)	318
Index des principaux termes utilisés	323